

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/39

8 novembre 2004

(04-4724)

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Mécanisme d'examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine

La communication ci-après, datée du 4 novembre 2004 et adressée par la délégation des Communautés européennes, est distribuée aux membres du Comité du commerce des services financiers.

1. Les CE remettent leurs observations et leurs questions avant la réunion que le Comité du commerce des services financiers tiendra le 23 novembre, afin que les autorités chinoises aient le temps d'y répondre de façon complète.
2. Lorsque les CE auront reçu les renseignements que la Chine doit communiquer conformément au paragraphe 8 et au paragraphe IV.3 a) de l'Annexe 1A de son Protocole d'accession, elles poseront éventuellement des questions supplémentaires.
3. Les CE accueillent avec satisfaction l'entrée en vigueur, en juin 2004, du Règlement sur l'administration des compagnies d'assurances financées par des capitaux étrangers, notamment en ce qui concerne le montant minimal du capital requis.
4. Les CE se félicitent également de la suppression de la limite imposant aux banques étrangères de n'ouvrir qu'une seule agence par an, ainsi que de l'abaissement du montant du capital requis pour les agences directes de banques étrangères.
5. Le montant minimal du capital requis pour les agences directes de banques étrangères reste toutefois très élevé, puisqu'il est compris entre 100 et 500 millions de RMB par agence, selon leur champ d'activité. Ces conditions sont beaucoup plus sévères que dans la plupart des autres pays et limitent effectivement l'accès des banques étrangères au marché. Lors de l'examen transitoire de l'année dernière, la Chine a indiqué qu'elle examinerait la possibilité de réduire davantage le montant du capital requis pour les agences afin de tenir compte de l'évolution de son cadre réglementaire.

Le montant du capital requis demeurant extrêmement élevé, la Chine pourrait-elle préciser si et quand elle compte réduire davantage le montant minimal du capital requis pour les agences?

6. En outre, le montant minimal du capital circulant est requis pour chaque agence directe de la même banque en Chine, quel que soit le nombre de ses agences, et le rapport des capitaux permanents aux actifs engagés doit être respecté pour chaque agence, indépendamment des autres. Cela semble excessif étant donné que les autorités chinoises exigent aussi que le siège de la banque étrangère garantisse la totalité du passif de ses agences en Chine.

./.

La Chine pourrait-elle indiquer si elle compte appliquer ces conditions à l'ensemble de la présence commerciale d'une banque en Chine et non à chacune de ses agences?

7. La Chine exige que les agences étrangères aient à tout moment 30 pour cent de leur capital circulant déposé dans une banque locale figurant sur une liste dressée par les autorités chinoises ou, s'il s'agit de RMB, qu'elles utilisent ce montant pour acheter des obligations d'État.

La Chine pourrait-elle expliquer pourquoi elle n'autorise pas le placement de ces fonds auprès de banques étrangères établies en Chine, conformément à son engagement en matière de traitement national? Pourrait-elle en outre expliquer pour quelle raison elle exige qu'une proportion aussi élevée du capital circulant soit déposée dans une autre banque?

8. Selon l'Arrêté n° 6 2003 de la Commission chinoise de réglementation bancaire, une institution financière étrangère ne peut investir en actions dans une institution financière financée par des capitaux chinois, qu'à hauteur de 20 pour cent. En outre, dans la pratique, l'investissement en actions réalisé par plusieurs institutions financières étrangères dans une même institution financière financée par des capitaux chinois ne doit pas au total dépasser 25 pour cent.

Au titre des engagements qu'elle a contractés dans le cadre de l'OMC, la Chine s'est engagée à supprimer les restrictions à la participation étrangère dans le secteur bancaire. Quels sont les plans de la Chine pour lever ces restrictions?

9. Dans le secteur des assurances, nous croyons comprendre que la Chine n'autorise que les actuaires ("actuaires désignés") d'un petit nombre de pays, seuls les diplômes professionnels de ces pays étant reconnus. Il s'agit là d'une discrimination injustifiée pour les actuaires d'autres pays.

La Chine pourrait-elle indiquer si elle compte supprimer ce traitement discriminatoire appliqué aux actuaires?
